

Le site d'information pro-gouvernemental *888.hu* a récemment publié une liste de journalistes hongrois accusés de travailler au service de George Soros contre les intérêts du pays. La fédération nationale des journalistes hongrois (MÚOSZ) condamne fermement ce listage, « une méthode éprouvée durant les périodes antidémocratiques de l'histoire hongroise ». Nous avons décidé de reproduire en intégralité son communiqué ci-dessous.

[Communiqué de presse](#) de la fédération nationale des journalistes hongrois (MÚOSZ) publié sur son site internet le 6 septembre 2017.

[Le portail d'information pro-gouvernemental *888.hu* a présenté douze journalistes hongrois comme les « propagandistes de George Soros ».](#) Le site Internet n'a pas estimé utile d'étayer sa démonstration, ou tout simplement de justifier le lien qu'il pouvait y avoir entre ces journalistes et George Soros. La fédération nationale des journalistes hongrois (MÚOSZ) tient à rappeler aux salariés et éditeurs du journal en ligne qu'en droit hongrois, l'on ne peut pas considérer comme délictueux ou attentant à la qualité du travail journalistique le fait de sympathiser avec George Soros ou de travailler pour un média dont l'homme d'affaire serait le propriétaire. Par ailleurs, le fait de stigmatiser de la sorte ses propres collègues, en dressant des listes par une méthode éprouvée durant les périodes antidémocratiques de notre histoire, se situe bien loin du champ de l'information et du journalisme démocratique.

Partant de là, nous faisons part à l'équipe de *888.hu* des remontées que nous recevons de la part de nos adhérents ou que nous tirons de la vie publique et qui montrent de nombreux cas d'entorses à la loi qui rendent réellement difficile l'exercice du métier de journaliste, tel que défini par la Constitution et la loi sur les médias. Sans être exhaustifs, voici quelques exemples :

- actuellement, plus de 60 personnes sont interdites d'entrée au Parlement sans aucune base légale. La majorité d'entre eux sont des journalistes.
- Le gouvernement a une pratique discriminatoire à l'encontre de ceux qui travaillent pour des publications qui ne sont pas pro-gouvernementales : il ne répond pas aux interviews écrites, il n'invite pas ces journalistes aux conférences de presse et si d'aventure ceux-ci s'y rendent, l'on ne les laisse pas poser leurs questions. Leurs demandes d'information sont traitées comme des demandes de communication de données publiques et les délais réponses du gouvernement dépassent largement le délai raisonnable fixé par la loi sur les médias.
- Le gouvernement préfère privilégier les médias pro-gouvernementaux peu lus (souvent peu contrôlés) aux publications qui ne lui sont pas favorables pour la diffusion des annonces publiques.
- Cela fait des années que le Premier ministre ne s'est pas adressé à la presse qui ne soit pas pro-gouvernementale ; il répond uniquement aux questions préparées à l'avance par le bureau d'information du gouvernement au cour de simulacre d'entretiens.

Si *888.hu* est vraiment préoccupé par l'utilisation de la transparence au service des intérêts

constitutionnels et nationaux, nous l'invitons à adhérer à la Fédération nationale des journalistes hongrois afin de se battre pour l'abolition des entorses à la loi que nous venons d'énumérer. Nous lui demandons par ailleurs de ne pas contribuer à abîmer plus avant la situation de la presse dans le pays en stigmatisant sans raison des journalistes et de ne plus utiliser, à des fins illégales, l'espace médiatique dont il bénéficie grâce au gouvernement et que nous finançons tous autant que nous sommes à travers nos impôts.